

Le Rusé

Journal impertinent, insolent, humoristique

Janv 2011
N° 112

Rassemblement
Unitaire
Social
Ecologique

Edito

Voilà une année qui commence bien. Les boules et les guirlandes n'avaient pas encore repris leur place au fond du placard, les agapes des réveillons étaient à peine digérées, les cadeaux de Noël n'étaient même pas encore tous déballés qu'on prenait, en pleine tête, une rafale de nouvelles pas vraiment bonnes. Plutôt du genre à vous mettre d'humeur maussade pour une paire de jours. Car cette année encore, en guise d'é-trennes, les Français auront droit à des augmentations en bonne et due forme.

Tant pis donc pour les fumeurs : traditionnellement l'augmentation du tabac oblige, il leur en coûtera entre 10 et 20 centimes supplémentaires par paquet.

Pour les malades (du tabac ?) car la consultation chez le médecin passe de 22 à 23 €. Par ailleurs les médicaments qui étaient remboursés à hauteur de 35 % ne le seront plus qu'à 30 %, les frais dentaires quant à eux ne seront plus couverts par la sécu qu'à 88 % (contre 95 %) au-delà de 60 € et une paire de lunette ne sera plus remboursée que 30 € au lieu de 40. Comme on dit, mieux vaut être riche et en bonne santé que pauvre et malade !

Pour tous ceux qui paient des impôts qui verront apparaître un « impôt de crise » sur leur fiche de paie : un prélèvement de 0,8 % sur le salaire. L'impôt de solidarité (rien à voir avec la crise...) passera lui de 2,5 % à 4 %.

Pour les voyageurs (enfin ceux qui auront encore les moyens de voyager), puisque pour compenser l'envolée du prix du kéro-zène, il faudra compter 4 € de plus par trajet aller-retour sur certaines compagnies. Quant aux billets de train, il devraient connaître une hausse de 2 à 3 %.

N'oublions pas la hausse des assurances (en moyenne 5 % mais parfois plus.... Cette fois c'est à cause de Xynthia... Faut bien un responsable...), des tarifs d'EDF (3 %), des offres internet et téléphonie (passage de la TVA de 5,5 % à 19,6 %). Et après ça, on s'étonne que les Français n'aient pas le moral....

La période des fêtes est désormais derrière nous, et en ce début du mois de janvier c'est la traditionnelle période des vœux qui lui succède. Qu'il nous soit permis de respecter la tradition en vous adressant, pour vous-même, vos familles, vos amis, nos vœux les meilleurs de santé.

Pour le reste il nous faudra batailler ferme et essayer encore et encore de convaincre, tant les choix stratégiques effectués pour organiser notre société, vont marquer durablement notre pays, sa population.

Inutile de le cacher, le capitalisme et surtout ceux qui le défendent ont marqué des points toutes ces dernières années sur le terrain idéologique. L'avènement de l'individu, comme élément central du paysage, le miroir aux alouettes du « tous riches », le miracle proposé de gagner beaucoup et le plus vite possible, la volonté de réduire à peau de chagrin les services publics ; cette réalité renforcée par un recul des idées dites de gauche, font que notre peuple est dans une période de doute sans précédent.

Evidemment, à l'occasion de réformes lourdes, comme celle sur la question des retraites, on peut constater qu'il existe encore dans ce pays une culture politique, qui amène à réfléchir et à proposer d'autres solutions. Mais pour combien de temps ? En effet, comme si l'action concertée des forces de droite et du patronat ne suffisait pas, nous avons droit régulièrement aux élucubrations d'un certain nombre de dirigeants, qui se prétendent de gauche, mais n'ont d'autres objectifs que de satisfaire leurs propres intérêts. Leurs actions, comme le fait de ne pas être très clairs sur la question des retraites, comme la proposition de travailler plus longtemps pour gagner un peu plus ou leurs faux débats sur l'imposition des grandes fortunes... n'ont d'autre but que de diviser et ainsi de réduire à néant toute velléité de remettre la société française sur les rails du progrès. Leur projet n'est pas le projet d'une France pour les Français, mais d'une gestion commune des intérêts publics et privés récompensant les éléments les plus éclairés.

C'est ainsi que l'un des candidats à la candidature au parti socialiste, n'ayant apparemment pas grand chose à dire et souhaitant se faire remarquer, n'a rien trouvé de mieux à proposer que d'abolir les 35 heures, pour ramener le temps de travail à 38 ou 39 heures et permettre ainsi aux petits salaires de bénéficier d'une progression de leur salaire. Et immédiatement le débat de devenir national, non pas sur la question du revenu des salariés, mais sur la question des 35 heures.

Pourtant, c'est bien de la répartition des richesses dont il faut parler si nous voulons préserver nos droits à la santé, à l'éducation, à la culture... C'est bien de partage dont nous devons parler si nous voulons que chacun puisse mener une vie digne qui lui permette d'être un citoyen à part entière.

Toutes ces dernières années nos dirigeants ont fait le choix de construire une grosse partie de la richesse en dehors du pays, pour économiser. Se faisant ils ont supprimé directement ou indirectement des millions d'emplois dotés de droits et acquis non négligeables, pour les remplacer par des emplois bien moins rémunérés mais tout autant destinés à récupérer la part la plus importante du profit. Ils ont également fait le choix d'inventer un nombre considérable de statuts aidés par l'Etat dont l'unique but est de soulager la douleur et d'empêcher surtout la montée de revendications de fond.

Les grands groupes ont amassé des fortunes, les riches sont devenus plus riches, jamais la société n'a produit autant de richesses.

Pourtant c'est en permanence d'austérité dont on nous parle, pour nous, pas pour eux.

Si aucune société ne s'est construite sans travail, aucune société de progrès ne pourra jamais exister, sans la participation de chacun (en fonction de ses moyens) aux charges de celle-ci.

Il est donc urgent de poser avec forces la question du partage des revenus du travail, et de la participation collective aux charges de la société. Ça n'a rien d'archaïque et cela permettrait sûrement de répondre aux besoins de notre peuple.

Alors, une bonne santé, pour les combats à venir.

En bref... En bref... En bref... En bref... En bref... En bref... En bref... En bref...

CCI de la Côte d'Opale

C'est Jean-Marc Puissesseau, ancien président de la chambre de commerce de Calais, qui est devenu le nouveau président de la chambre de commerce et d'industrie de la Côte d'Opale. Une élection qui risque de laisser des traces du côté des Dunkerquois, qui croyaient dur comme fer que la victoire était acquise, mais pas seulement. Un premier tour à 29-29, un second à 30-29, un troisième et dernier tour à 31-28, même le journal du pouvoir calaisien prêtait au battu dunkerquois un sourire "jaune".

Peu importe celui qui a gagné, dirons-nous, seul compteront les décisions qui seront prises pour permettre au projet Port 2015 d'être dans les temps, pour éviter que l'argent public ne soit

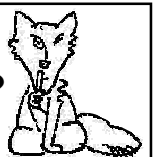
jeté à la mer dans le port de Boulogne, que les statuts des salariés ne soient remis en cause par une éventuelle obligation de mise en concurrence européenne. On verra et surtout, nous serons particulièrement vigilants pour Calais, les salariés et leurs familles.

Va comprendre

Pendant que SeaFrance réduit son armement et ses rotations, la société P&O qui a elle-même procédé à de nombreux licenciements, annonce l'arrivée imminente de deux nouveaux navires. Le premier, le spirit of Britain, devrait arriver à Calais en janvier, le second, le spirit of France, devrait arriver quant à lui en septembre. 213 mètres de long, d'une capacité de 1750 passagers, 180 voitures et 195 ensembles routiers,

360 millions d'euros d'investissement, voilà assurément qui montre que du côté des British on croit encore à la liaison Calais-Douvres. Et pendant qu'à SeaFrance on réduit la capacité à offrir un service à la française à sa clientèle, chez le concurrent l'accent a été mis sur la lumière, des espaces privatifs pour les routiers...

Le saviez-vous ?



On l'a déjà annoncé mais un petit rappel ne peut pas faire de mal, alors à ceux que ça aura échappé, notez que la cérémonie des vœux de la section calaisienne du PC, du Rusé et de ses amis aura lieu le 13 janvier salle du Minck à partir de 18 h 30 en présence de Pierre Laurent.

DSK : candidat de substitution pour la Droite ?

Sarkozy au plus bas dans les sondages, derrière lui une droite en panne de leader crédible (à tel point que l'on tente de valoriser le valet de chambre Fillon) et c'est tout un système qui s'inquiète. Alors pour sauver les meubles en 2012, au cas où la maison du Serviteur du Grand Capital prendrait l'eau, on lui prépare un substitut estampillé à gauche : Dominique Strauss Kahn.

En cela les ultras libéraux peuvent compter sur les gardiens du Temple, les grands patrons de la presse et de la télévision. En médiatisant à outrance le patron du Fond Monétaire Internationale, ils imposent une « alternative » aux Français qui leur sied à merveille. C'est vrai qu'ils connaissent leur affaire. Les Français des classes moyennes et populaires, certainement de par leur héritage culturel gaullois, espèrent toujours élire un homme providentiel, un chef charismatique, sans tenir compte de ce qui est réellement essentiel pour représenter leurs intérêts : le système politico-économique. Erreur que, bien sûr, ne commettent pas les castes privilégiées.

La « Droite » pouvant donc être battue aux prochaines élections présidentielles et législatives, quel meilleur produit de substitution que Dominique Strauss Kahn ? Et surtout quel tour de force fabuleux de la part des médias, que de conditionner les Français au fait qu'un type qui vit à des milliers de kilomètres de l'Hexagone, qui gagne 360 000 euros par an, qui est le bras armé du capitalisme ultra libéral et étrangle les peuples en exigeant en contrepartie de son aide, des coupes draconiennes dans le budget social des Etats qui ont au contraire le plus besoin d'aides publiques (demandez aux Grecs, aux Portugais, aux Irlandais ce qu'ils pensent de DSK), pourrait être le meilleur candidat pour représenter la « Gauche »,

mais quelle imposture !

D'ailleurs parfois les images valent mieux que des mots pour comprendre une situation. Ainsi, dernièrement lors d'un débat sur la télévision Suisse Romande, n'a-t-il pas été mis dans l'embarras lorsque l'animateur de l'émission lui a posé la question suivante : « *Qu'est-ce qui est encore de gauche chez vous ?* » Il s'en est suivi de 8 longues secondes de silence et d'une grimace bien prononcée, avant que DSK ne réponde « *tout* », ce qui est une réplique un peu légère pour quelqu'un que l'on présente comme l'une des plus grandes éminences grises du monde politique français voire international.



En réalité de gauche, il n'a rien. Pour s'en convaincre, il suffit de détailler ce qu'il prône en matière économique et sociale. Ainsi, il refuse tout dogme en matière économique en souhaitant laisser au « marché » la possibilité de se développer librement avec les conséquences que nous connaissons trop bien et dont nous souffrons au quotidien (n'oublions pas que l'on nous fait payer chèrement une crise dont nous ne sommes en rien responsables). Lorsqu'il était ministre des Finances du Gou-

vernement Jospin, il a fait privatiser bon nombre d'entreprises françaises (plus que la droite). Qu'en terme d'éducation, il a affirmé qu'il n'y avait pas scandale à ce que des universités soient financées par des entreprises privées. Ou encore qu'il serait souhaitable que les mandats et les pouvoirs de la Banque Centrale Européenne soient élargis. Qu'il ne soutient pas l'idée de taxer les transactions financières.

Enfin, cet automne, alors que le monde du travail était dans la rue, n'a-t-il pas déclaré : « *Si on arrive à vivre 100 ans, on ne va pas continuer à avoir la retraite à 60 ans. Il va bien falloir que d'une manière ou d'une autre ça s'ajuste* » (cela dit en passant, l'argument est contestable, une récente étude américaine tend à prouver que pour des raisons liées à l'alimentation, au stress, à l'environnement, les générations futures verront leur espérance de vie diminuer).

En définitive, DSK est à la gauche ce que Carla Bruni est à la musique, ça paraît joli mais ça sonne drôlement faux. Une petite dernière pour s'en convaincre, Philippe Blet qui se réclame haut et fort du « Strauss Kahnisme », n'a pas hésité à faire une alliance (pas si contre nature que cela finalement) avec la très « réac » représentante de l'UMP (élus tous deux avec les voix du FN). Par contre, une candidature et une présence au deuxième tour des élections présidentielles de DSK signeraient une disgrâce de la Gauche pour très longtemps, car sa politique s'établirait dans la continuité de celle de Sarkozy et le peuple pardonne rarement à ceux qui trahissent leur espoir. En cela, la Gauche aura toujours plus à perdre que la « droite », alors ne fournissons pas le bâton pour nous faire battre !

L'avion de Sarkozy... et le téléthon

Comme chaque année, depuis maintenant plus d'un quart de siècle, nos concitoyens se mobilisent pour financer l'action menée par l'association française contre les myopathies (AFM). Cette opération a pour but de recueillir des fonds principalement destinés à la guérison des maladies rares et neuromusculaires et se concrétise à travers l'émission de télévision plus communément nommée « le Téléthon ». Pour l'année 2010, celle-ci s'est déroulée les 3 et 4 décembre dernier, durant une trentaine d'heures et réunissant une dizaine de milliers de manifestations sur tout le territoire.

Bien évidemment, l'enjeu étant si important pour l'avenir de ceux qui souffrent, que les organisateurs, responsables et médecins sont toujours inquiets, à l'approche de chaque émission, quant au montant des dons qui seront récoltés. La crise internationale passant par là, le mauvais temps précoce enregistré cette année, laissent planer quelque doute.

Alors que les sommes récoltées en 2009 étaient de l'ordre de 95 millions d'euros, cette année aura connu une baisse puisque le montant avoisine les 90 millions. Evidemment il s'agit d'une belle somme pour cette noble cause, mais comme le font remarquer les responsables de l'association, il manque environ 10 millions d'euros pour atteindre les 100 millions souhaités. Cette somme manquante obligera, malheureusement, le report de quelques programmes de recherches médicales. Or, comme chacun sait, les enfants atteints par ces graves maladies, eux, ne peuvent attendre...

Alors que faire ? Mais au fait que fait le Gouvernement... que fait le Président de la République ?

Eh bien durant cette opération menée par l'ensemble des Français, Sarkozy se déplace en Inde. Pour s'y rendre, il emprunte son nouveau joujou, le bel avion mis à sa disposition et qui aura coûté au contribuable français la bagatelle de 180 millions d'euros !

Titillé sur cette dépense somptuaire, durant une période où chaque Français est appelé à se serrer la ceinture, (évidemment cela fait désordre) notre cher président reste de marbre. Interrogé sur ce sujet lors de son dernier entretien télévisuel il balaiera d'un revers de main toutes les allégations. Essayant, en réalité sans succès, de minimiser cette acquisition il mettra l'accent sur

l'achat d'un avion d'occasion (en clair, pas de dépenses superflues !) d'un montant de 80 millions d'euros. Très bien, mais qu'a-t-il fait aménagé dans cet aéronef pour y dépenser 100 millions d'euros supplémentaires ? Une chambre à coucher (Ben voyons ! Rappelons-nous la douche à 245 572 € réalisée pour Nicolas Sarkozy lors de sa présidence de l'Union européenne et qui n'a... jamais servi), une salle de conférence, une salle de communication, des fauteuils pour ses invités... des sièges, tout au fond de l'appareil, pour ses gardes du corps. Tout cela pour 100 millions d'euros ! C'est, paraît-il, tellement magnifique à bord (selon les commentaires de ceux qui ont eu l'honneur d'y être invités) que l'on a refusé de le présenter à la presse, pour soit disant des raisons sécuritaires ! (En fait montrer un tel luxe aux Français alors que nombreux d'entre eux sont dans la misère, cela ne pourrait que choquer).

Minimisant la dépense, il poursuivra sa démonstration en affirmant avoir vendu deux plus petits avions présidentiels et ainsi faire des économies puisqu'il n'y avait plus qu'un équipage au lieu de deux auparavant. Certes, mais il omettra de préciser que l'heure de maintenance d'un tel appareil (en clair le coût de l'heure de vol) passait de 10 000 euros avec l'ancienne flotte à plus de 20 000 euros !

C'est ainsi que lors de son voyage inaugural avec cet avion, il se rendit en Corée. Pour une visite somme toute symbolique de 5 heures, le déplacement complet (aller-retour) aura duré 22 heures. Faites le calcul, plus de 440 000 euros auront ainsi été dilapidés ! Dernièrement, lors d'une visite dans le centre de la France afin de rencontrer les agriculteurs, il n'hésitera pas à prendre son beau joujou (350 km à parcourir, comme le dénonce « Le canard Enchaîné », alors que d'autres moyens, beaucoup moins coûteux, étaient à sa disposition).

Alors, pourquoi évoquer toutes ces dérives financières... et le Téléthon ?

Tout simplement, parce qu'un peu de modestie de la part de notre Président, un aménagement moins somptuaire de son avion, auraient permis de combler les 10 millions d'euros manquant pour la recherche médicale tellement utiles pour nos enfants malades... Et probablement moins de honte à montrer, à ceux qui ont financé cet appareil, c'est-à-dire nous les contribuables !